

Le cauchemar des dominos

Peut-on enrayer la contagion révolutionnaire en armant les massacreurs ? Le débat divise les Américains... mais les armes arrivent

■ C.B.S., N.B.C., A.B.C. : sur les trois grandes chaînes de télévision américaines, les images défilent. Corps mutilés, brûlés... Fantastique télé américaine ! Les commentateurs ne se gênent pas pour parler de violations des droits de l'homme au Salvador et au Guatemala. Ils accusent ouvertement l'administration américaine de les couvrir. Et voici encore des images : elles montrent des soldats américains, fusils M 16 en main, en pleine jungle salvadorienne. Ils ont tout l'air d'être engagés dans une action anti-guérilla. Or les instructeurs américains envoyés au Salvador n'ont pas le droit de participer directement aux actions armées. Scandale aux Etats-Unis.

Le refoulé revient au galop : les Etats-Unis vont-ils de nouveau s'engluer dans un borborygme infernal ? L'Amérique centrale peut-elle vraiment devenir un nouveau Viêt-nam ? Peut-on arrêter le communisme en répandant la terreur ? Ces questions agitent aujourd'hui l'opinion américaine. « Il n'est pas possible pour les Etats-Unis de soutenir l'aspiration aux droits de l'homme des travailleurs de Gdansk et, dans le même temps, de ne pas soutenir la volonté des paysans du Salvador d'acquérir des terres. » L'homme qui parle n'est ni un tendre ni un social-démocrate en voie de finlandisation. C'est Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de Carter, répondant à une interview de la B.B.C.

Au commencement était l'Amérique centrale. Dans l'ordre, du nord au sud et d'ouest en est : le Guatemala, où des élections vont avoir lieu le 7 mars et où la répression contre les Indiens mayas dépasse tout ce que l'on peut imaginer ; le Salvador, avec ses trente mille morts en deux ans de guerre civile, ses cinq millions d'habitants de sang-mêlé, ses volcans et ses deux cents kilomètres de long ; le Honduras, où viennent d'avoir lieu les premières élections libres de son

histoire, pays de bananiers et d'esclaves, où l'United Fruit faisait autrefois la loi ; le Nicaragua, deuxième territoire libéré d'Amérique latine, selon la propagande, et dont on se demande avec anxiété dans quel camp ses dirigeants barbus et en uniforme vert olive vont verser ; le Costa Rica, la « Suisse de l'Amérique latine », havre de paix dans une terre en tranches, seul pays du sous-continent à ne pas avoir d'armée ; Panama, enfin, libéré de la tutelle américaine depuis les accords Torrijos-Carter, et qui craint aujourd'hui leur remise en question par l'administration Reagan.

Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama. On aurait peu parlé de ces pays si un beau jour, en 1979, à la faveur des ennuis américains en Iran, des mauvais souvenirs vietnamiens, des remugles du Watergate et de la politique hésitante de Carter, des révolutionnaires inconnus de tous n'avaient renversé le dictateur le plus haï de la région : Anastasio Somoza, parrain et patron du Nicaragua, qui gérait le pays comme on gère une hacienda. D'où venaient donc ces combattants ? Allaient-ils glisser sur la pente inexorable du marxisme-léninisme ? Régis Debray parlait alors de leur « modération radicale ». Effectivement, ces révolutionnaires, mi-castristes mi-paysans révoltés, promettaient beaucoup : économie mixte, libertés, élections...

Ils n'ont pas tenu toutes leurs promesses. De leur côté, les Américains ne les y ont pas aidés : mégotage d'une petite aide de soixante millions de dollars, en premier lieu ; refus de toute aide économique, ensuite ; attaques idéologiques et, pour finir, provocations militaires à partir du Honduras, par anciens gardes somozistes interposés.

En dehors du Salvador, placé dans l'œil du cyclone, c'est d'ailleurs le Nicaragua que les

Américains cherchent aujourd'hui à déstabiliser. Comme au temps du général Westmoreland, les Américains sont hantés par l'image des dominos qui tombent les uns après les autres. Le « Washington Post » vient de révéler l'existence d'un plan anti-guérilla concocté par la C.I.A. Lequel prévoit « l'encouragement d'opérations engagées par des gouvernements amis destinés à désorganiser l'approvisionnement en armes, par Cuba et par le Nicaragua, de la guérilla salvadorienne ». Coût du plan, selon le « Washington Post » : vingt millions de dollars. Son objectif ultime : le renversement du régime sandiniste. Selon une source au Congrès, citée par le journal, le Nicaragua « est l'endroit où il faut marquer des points car si les sandinistes peuvent être évincés du pouvoir, la situation au Salvador s'éclaircira ». Les sandinistes ont des difficultés, certes, avec les classes moyennes mécontentes, les petits propriétaires frustrés et les Indiens miskitos de la côte atlantique. Des actions militaires inspirées par les Etats-Unis produiraient pourtant le résultat inverse de l'effet recherché. Comme à Cuba à l'époque de la baie des Cochons.

La pesanteur cubaine

Déstabiliser le Nicaragua, comme le recommande la C.I.A. ? On ose à peine y penser quand on sait à quelle vitesse l'incendie se propagerait du Panama au Guatemala. Au Salvador, l'archevêque de la capitale, Mgr Arturo Rivera y Damas, vient de lancer un appel pathétique dans son homélie dominicale. « La lutte armée continue mais elle devient routinière, douloureuse et sanglante. Elle échappe aux décisions et aux mains des Salvadoriens. Les pays étrangers, dans leur désir d'hégémonie mondiale, fournissent les armes. Le peuple salvadorien fournit les morts. »

Où s'arrêtera alors la spirale de la mort ? En réalité, l'administration Reagan est peut-être moins décidée qu'on ne le dit. Les congressistes démocrates, l'Eglise, la presse, la gauche libérale, que le Salvador a sortie de sa léthargie, sont profondément hostiles à la politique de la Maison-Blanche. Beaucoup peut dépendre des rapports entre Cuba et les Etats-Unis.

Impossible, en effet, de négliger la pesanteur cubaine dans cette région. Après les échecs des années soixante en Amérique latine, Cuba s'était pour ainsi dire « rangé ». On trouvait facilement de gros havanes à Washington, et les membres de la communauté cubaine de Miami faisaient du tourisme à La Havane avec de grands chapeaux texans et des dollars pleins les poches. Castro lui-même souhaitait, à l'époque de Carter, que les rapports se normalisent avec les Etats-Unis. On en était presque arrivé à échanger sans le dire des ambassadeurs.

Puis il y eut l'exil massif de Cubains vers Miami, au mois d'avril 1980, l'insurrection victorieuse au Nicaragua, en juillet 1979, et l'élection de Ronald Reagan. Fin de la détente. Fini les sourires. Le *Lider maximo* devenait de nouveau, pour l'Américain moyen, l'ennemi numéro un : tenu a priori pour responsable des déboires américains au Nicaragua ou au Salvador.

En fait d'échanges d'amabilités diplomatiques, les anticastristes, soutenus discrètement par la C.I.A., reprenaient l'entraînement en Floride et Castro accusait les Etats-Unis d'empoisonner les récoltes en envoyant de vilaines bactéries. Cuba et les Etats-Unis finiront-ils par normaliser un jour leurs relations ? Difficile, en pleine guerre froide Est-Ouest. Il le faudrait cependant, pour que la gangrène cesse de s'étendre en Amérique centrale. PIERRE BLANCHET

